

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

PARTIE PERMANENTE  
Administration Centrale

**INSTRUCTION**

relative à l'application de la loi du 20 juillet 1922 BO/G, p. 2344 instituant la médaille interalliée dite « Médaille de la Victoire ».

*Du 7 octobre 1922*

CABINET DU MINISTRE : *bureau des décorations.*

**INSTRUCTION relative à l'application de la loi du 20 juillet 1922 BO/G, p. 2344 instituant la médaille interalliée dite « Médaille de la Victoire ».**

*Du 7 octobre 1922*

---

*Pièce(s) Jointe(s) :*

Un imprimé répertorié.

*Modifié par :*

1er modificatif du 15 décembre 1922(BO/G, p. 3661).

*Classement dans l'édition méthodique :* BOEM 307.2.13.2.2.

*Référence de publication :* BO/G, p. 3305.

---

Les tableaux I, II, III constituant les annexes de l'instruction ne sont pas reproduits dans la présente insertion. (Se reporter, en cas de besoin aux archives BO/G, p. 3305.).
--

La présente instruction a pour but d'énumérer les diverses catégories d'ayants droit à la médaille de la Victoire et de préciser certains détails d'application de la loi du 20 juillet 1922 .

Il ne sera pas délivré de diplôme. Tiendront lieu de diplôme et donneront aux intéressés le droit de porter l'insigne, qu'ils pourront se procurer à leurs frais dès sa mise en vente dans le commerce :

- a). L'autorisation provisoire du port du ruban de la médaille de la Victoire, antérieurement remise aux ayants droit, prévue par l'instruction ministérielle du 2 novembre 1919 (*JO* du 4 du même mois) ;
- b). L'autorisation du port de la médaille qui sera délivrée, par les autorités énumérées au paragraphe 2, aux ayants droit ou à leur famille qui ne seraient pas déjà en possession d'une autorisation provisoire. Des imprimés de demandes d'autorisation seront déposés dans les mairies à la disposition des intéressés, qui sont priés de les compléter par toutes indications utiles se rapportant à leurs diverses situations militaires, au cours de la guerre, et permettant d'établir leurs droits.

**CHAPITRE.**

*§ 1er.*

***Ayants droit***

**1° SANS CONDITIONS DE DÉLAI**

Ont droit à la médaille de la Victoire sans conditions de délai de séjour, entre le 2 août 1914 et le 11 novembre 1918, après vérification des titres des intéressés par les soins des autorités prévues au paragraphe 2 :

A. Les militaires, infirmiers et infirmières civils, qui ont reçu la croix de guerre 1914-1918 ou qui ont été évacués pour blessure de guerre, ainsi que ceux ou celles qui, ayant fait partie des unités énumérées aux tableaux I, II, III annexés à la présente instruction, ont été évacués pour maladie contractée ou blessure reçue en service.

B. Les engagés volontaires dits « spéciaux », en vertu de l'article 4 de la loi du 17 août 1915, qui, ayant servi dans la zone des armées, ont été réformés pour maladie contractée ou blessure reçue en service.

C. Les militaires de la classe 1919 et ceux marchant avec cette classe, qui ont été envoyés en renfort, avant l'armistice, dans les formations énumérées aux tableaux I, II, III annexés à la présente instruction.

D. Les militaires prisonniers de guerre qui n'ont pas subi de condamnation, prononcée par un conseil de guerre français, à l'occasion de leur capture ou de leur séjour en captivité ou qui ne seront pas l'objet d'une décision contraire du ministre. Pour cette catégorie il appartient spécialement aux autorités chargées de recevoir les demandes (paragraphe 2 de l'instruction) de s'assurer que rien ne s'oppose à la délivrance de l'autorisation. Les cas douteux, accompagnés d'un avis motivé, seront transmis pour décision au ministre (cabinet ; 2<sup>e</sup> bureau).

E. Les Alsaciens-Lorrains engagés volontaires qui ont appartenu pendant une durée quelconque à une unité combattante et ceux qui justifieront avoir déserté les rangs allemands, même s'ils n'ont pas été après leur engagement affectés à une unité combattante.

F. Les militaires, infirmiers et infirmières civils qui ont été tués à l'ennemi ou qui sont morts des suites de blessure de guerre, ainsi que ceux ou celles ayant appartenu à l'une des unités énumérées aux tableaux I, II, III annexés à la présente instruction, qui sont morts de maladie contractée ou blessure reçue en service.

## 2° SOUS CONDITION DE TROIS MOIS DE PRÉSENCE

A. La médaille de la Victoire est accordée, sous réserve de trois mois de présence, consécutif ou non, entre le 2 août 1914 et le 11 novembre 1918 :

a). A tous les militaires ayant appartenu à l'un des services énumérés aux tableaux I, II, III annexés à la présente instruction ;

b). Aux infirmiers et infirmières civils ayant fait partie des formations sanitaires énumérées aux tableaux I, II, III de la présente instruction et seulement pour les périodes durant lesquelles ces formations ont pu s'acquérir des titres à la médaille ;

c). S'ils n'ont pas acquis de droit à la médaille dans leurs pays d'origine, les étrangers (militaires et civils) ayant servi directement sous les ordres du commandement français dans les unités ou formations énumérées aux tableaux I, II, III et sous réserve pour lesdits étrangers dont le Gouvernement a adopté le projet de la médaille de la Victoire au cours de la conférence de la paix du 24 janvier 1919, de fournir à l'appui de leur demande l'approbation de leur gouvernement respectif ;

d). La médaille est accordée aux maréchaux et officiers généraux ayant, entre le 2 août 1914 et le 11 novembre 1918, commandé pendant au moins trois mois, consécutifs ou non, une unité même supérieure au corps d'armée.

*Remarque.* — Le temps passé dans les lignes ennemies, par le personnel militaire du service de santé tombé aux mains de l'ennemi en assurant ses fonctions près des blessés, compte dans le délai de trois mois exigé pour les ayants droit.

### 3° SOUS CONDITION DE DIX-HUIT MOIS DE PRÉSENCE

Ont également droit à la médaille, sous réserve de dix-huit mois de présence, consécutifs ou non, entre le 2 août 1914 et le 11 novembre 1918, dans la zone des armées des théâtres du Nord et du Nord-Est ou de la zone des théâtres extérieurs d'opérations, dont la désignation est donnée ci-dessous :

- a). Les militaires relevant du commandement des armées ou des théâtres extérieurs d'opérations, ainsi que les agents mobilisés des portions actives et des subdivisions complémentaires territoriales des chemins de fer de campagne et le personnel militarisé du service de la télégraphie militaire de deuxième ligne ;
- b). Les militaires qui ont relevé du commandement des régions situées dans la zone des armées du Nord et du Nord-Est et seulement pour les périodes durant lesquelles ces régions ont appartenu auxdites zones ;
- c). Les infirmiers et infirmières civils ayant servi dans les mêmes conditions que les militaires visés aux deux alinéas ci-dessus ;
- d). S'ils n'ont pas acquis des droits à la médaille dans leur pays d'origine, les étrangers (militaires et civils) ayant servi directement sous les ordres du commandement français, dans les conditions prévues pour les militaires français et sous réserve pour lesdits étrangers, dont le gouvernement a adopté le projet de la médaille de la Victoire au cours de la conférence de la paix du 24 janvier 1919, de fournir à l'appui de leur demande l'approbation de leur gouvernement respectif.

Nota. — Conformément à l'article 14 de la loi du 20 juillet 1922, n'auront pas droit à la médaille, les militaires ou civils qui auront été reconnus indignes à la suite des condamnations sans sursis, au cours de la campagne, pour faits qualifiés « crimes » par le code de justice militaire.

#### Délimitations successives de la zone des armées des théâtres du Nord et du Nord-Est

Les délimitations successives de la zone des armées du Nord et du Nord-Est sont déterminées par différents arrêtés ministériels, qui ont été publiés dans les conditions suivantes :

(Modifié : 1er modificatif.)

DATE DES ARRÊTÉS	DOCUMENTS ET DATES DE PUBLICATION		
2 août 1914	<i>BO</i> ,	2e semestre 1914,	page 1399.
16 août 1914	—	—	page 1436.
28 août 1914	—	—	page 1516.
29 août 1914	—	—	page 1519.
1er septembre 1914	—	3e trimestre 1917,	page 1931.
17 novembre 1914	—	—	page 1937.
4 janvier 1915	—	—	page 1941.
13 février 1915	—	—	page 1942.
28 septembre 1917	—	4e trimestre 1917,	page 2796.
24 mars 1918	—	2e trimestre 1918,	page 810.
26 mars 1918	—	—	page 858.
27 mars 1918	—	—	page 863.
29 mars 1918	—	—	page 913.
2 juin 1918	—	3e trimestre 1918,	page 1816.
25 juin 1918	—	—	page 2073.
22 août 1918	—	—	page 2586.

5 novembre 1918	—	4e trimestre 1918,	page 3215.
24 novembre 1918	—	—	page 3326.

Ces renseignements, rapprochés de ceux fournis par les journaux de marche des différentes unités, doivent permettre aux autorités chargées de la délivrance des autorisations spéciales d'examiner les demandes des ayants droit prévus ci-dessus.

Ils ne s'appliquent pas aux différents théâtres d'opérations extérieurs [Orient, Palestine-Syrie, Russie-Caucase, Sibérie, Roumanie, Maroc, Afrique du Nord (Sud tunisien et Sud algérien), Cameroun, Afrique occidentale française et Afrique équatoriale française, Indochine], qui doivent être considérés, entre le 2 août 1914 et le 11 novembre 1918, comme zone des armées.

*Remarque importante.* — Dans le décompte des dix-huit mois de présence, un mois de séjour dans une des unités énumérées aux tableaux I, II, III sera compté comme six mois de séjour dans la zone des armées des différents théâtres d'opérations.

## § 2.

### *Autorités chargées de recevoir les demandes, d'établir et de délivrer les autorisations.*

Les autorisations spéciales prévues à l'article 13 de la loi du 20 juillet 1922 seront, après examen des titres des intéressés, établies sur papier blanc de qualité convenable et de format 21 × 29,7, d'après N° 307\*/19, par les autorités désignées ci-dessous qui devront les adresser sans délai aux nouveaux ayants droit, après enregistrement sur un registre destiné à cet effet.

Toute demande, présentée par un ayant droit déjà titulaire de l'autorisation provisoire, devra recevoir satisfaction.

#### 1° MILITAIRES SOUS LES DRAPEAUX

- a). Maréchaux et officiers généraux : ministère de la guerre (cabinet du ministre ; 3<sup>e</sup> bureau) ;
- b). Corps de troupes, états-majors et services : chef de corps ou de service auquel compte actuellement l'intéressé.

#### 2° HOMMES DÉGAGÉS DE TOUTES OBLIGATIONS MILITAIRES

- a). Officiers rayés des cadres et militaires des classes antérieures à 1899 : ministère de la guerre (service du personnel et du matériel de l'administration centrale, archives administratives) ;
- b). Militaires des classes 1899 à 1903, militaires réformés des classes 1904 à 1919, et familles des militaires tués ou décédés dans les conditions stipulées au paragraphe I<sup>er</sup> de l'instruction : commandant du bureau de recrutement d'origine.

#### 3° OFFICIERS DE COMPLÉMENT ET HOMMES DE TROUPE DES CLASSES 1904 À 1919

- a). Personnels des corps de troupe et services : chef de corps ou de service porté sur le fascicule de mobilisation ;
- b). Officiers de complément hors cadres : général commandant la subdivision de résidence ;
- c). Hommes de troupe non pourvus de fascicule de mobilisation (affectation spéciale, non-affectation et non-disponibilité) : bureau de recrutement d'origine ;
- d). Personnels des sections de chemins de fer de campagne et du service de la trésorerie et postes aux armées : État-major de l'armée, 4<sup>e</sup> bureau.

#### 4° ÉTRANGERS ET PERSONNES N'AYANT PAS SERVI EN QUALITÉ DE MILITAIRES

a). Personnes ayant servi dans les formations sanitaires : direction du service de santé du ministère de la guerre ;

b). Autres personnes : ministère de la guerre (État-major de l'armée ou Directions d'armes intéressées).

*Observations.* — Au cas où l'une des autorités désignées ci-dessus ne pourrait être en mesure de délivrer l'autorisation spéciale, par suite de l'insuffisance de renseignements et en particulier de ceux concernant le temps de séjour passé dans une des unités prévues aux tableaux I, II, III ou dans la zone des armées, il appartient à cette autorité d'adresser au corps ou service qualifié la demande de l'intéressé, pour suite à donner, en lui fournissant tous les renseignements utiles à cet effet, qui seraient déjà en sa possession.

#### § 3.

##### ***Cas litigieux. Réclamations***

Tous les cas litigieux ou douteux qui n'auraient pu être l'objet d'une décision par les généraux commandant les corps d'armée ou les régions devront être soumis, avec avis, au ministre (cabinet, 2<sup>e</sup> bureau).

*Le Ministre de la guerre et des pensions,*

Maginot.

N° d'enregistrement  
du registre spécial :

Format : 21 × 29,7

## MÉDAILLE INTERALLIÉE DITE « DE LA VICTOIRE »

Corps  
ou  
service. }

M (1)

, est autorisé

à porter la MÉDAILLE DE LA VICTOIRE (ruban aux couleurs de deux arcs-en-ciel juxtaposés par le rouge avec un filet blanc sur chaque bord).

A

, le

19 .

Autorité qualifiée pour dé-  
livrer l'autorisation et  
signature.

(Cachet.)

(1) Nom, prénoms, grade et adresse.

Nota. — Par application des dispositions de l'article 13 de la loi du 20 juillet 1922, il n'est pas délivré de diplôme et il appartient aux ayants droit de se procurer l'insigne à leur frais dans le commerce.